



LE POINT

13.12.2007

HALEY/SIPA

Pas de regrets pour Rama Yade, qui déclarait, à l'occasion de la venue du colonel Kadhafi : « La France n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou pas, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. »

EN COUVERTURE

RAMA YADE LA FEMME QUI DIT NON

« Paillason », « baiser de la mort » : les mots de la secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme ont fait l'effet d'une bombe. En s'opposant, elle s'est imposée.

PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLETTE

Lundi matin, dans les couloirs de France Info. Rama Yade sort du studio où elle vient de donner une interview commentant ses déclarations au lance-flammes dans *Le Parisien* sur le voyage en France de Kadhafi. Elle a modéré ses propos, préférant insister sur le nécessaire « dialogue » avec le colonel libyen plutôt que critiquer à nouveau les conditions de sa venue à Paris. Un peu secouée par sa propre audace, mais toujours maîtresse d'elle-même, elle confie en repartant : « Je vais me faire engueuler toute la journée ! » Elle ne regrette rien. Ce n'est pas son genre. Mais tout de même, provoquer un tel tintamarre !

Elle n'avait encore jamais été si loin dans la liberté d'expression. Elle savait très bien ce qu'elle faisait quand elle a prononcé les quelques mots qui ont déchaîné le microcosme : « Le colonel Kadhafi doit comprendre que notre pays

n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou pas, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. La France ne doit pas recevoir ce baiser de la mort. » La secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme était décidée à mettre les pieds dans le plat. Elle aurait reçu le feu vert de l'Elysée pour exprimer quelques bémols par rapport à la position offi-



MARTIN BUREAU/AFIP

10 décembre : au Quai d'Orsay, pour la remise du prix des Droits de l'homme

cielle de Nicolas Sarkozy sous prétexte que la Journée des droits de l'homme était célébrée justement ce lundi. Un hasard malencontreux. Mais elle va beaucoup plus loin qu'annoncé. Pour une fois, « Rama » a tenté de prévenir les autorités. Mais elle n'a pas réussi à joindre Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du chef de l'Etat, le vendredi 7 décembre, dès qu'a été confirmée définitivement la date de l'arrivée de Kadhafi. Elle a de nouveau essayé, en vain, le samedi. Alors, vogue la galère ! Elle avait promis de donner une interview pour ce fameux lundi. Elle ne pensait pas être à la une mais avait conscience de dire des choses fortes. Plus question de se taire. Quand sa bombe explose, elle prend tout le monde de court. Et Rama jubile en tremblant.

À l'UMP, c'est la panique. Le point de presse hebdomadaire doit être tenu comme d'habitude. Que dire ? Le secrétaire général adjoint, Dominique Paillé, appelle Claude Guéant devant la porte-parole Nadine Morano. « Comment faut-il interpréter l'interview de Rama Yade ? » demande Paillé au secrétaire général de l'Elysée. Ce dernier est aussi sec que clair : « Rama Yade n'est pas en service commandé de l'Elysée. » Nadine Morano



La secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et aux Droits de l'homme dans un orphelinat de Port-au-Prince, en Haïti, en septembre

se livrera donc quelques instants plus tard à un exercice délicat : soutenir la position du chef de l'Etat en ne désavouant pas carrément la secrétaire d'Etat, qui est tout de même membre de l'équipe dirigeante de l'UMP. « En plus, je l'aime bien, Rama, confie la députée de la Moselle. J'ai donc insisté sur les passages positifs de son interview. Par exemple quand elle dit ne pas "partager l'indignation automatique de ceux qui excluent tout dialogue avec la Libye". Il y a deux lectures possibles de cet entretien au Parisien. »

C'est vrai, de même qu'il y a deux Rama Yade. La femme révoltée, qui ne supporte pas les injustices, le racisme et les atteintes aux droits de l'homme, celle qui s'élève contre la ségrégation que pratique Kadhafi dans son propre pays (« La peine de mort a été supprimée pour les Libyens, mais elle est encore appliquée pour les Africains subsahariens », remarque douloureusement la jeune femme, d'origine sénégalaise), bref, la Rama « debout », comme dirait Ségolène. Et puis il y a la militante UMP qui ne supporte pas les critiques systématiques

des belles âmes droit-de-l'hommistes, généralement de gauche, la gâchette constamment braquée sur Nicolas Sarkozy, ce prétendu symbole d'un néobushisme abhorré et d'un libéralisme mal maquillé. La secrétaire d'Etat tente depuis toujours de concilier ces deux consciences en elle, le côté cœur et le côté raison, avec un orgueil qu'elle n'entend pas laisser au vestiaire sous prétexte qu'elle est entrée en politique. Femme de droite généreuse, elle ne veut pas se laisser enfermer dans un rôle de potiche ou de symbole ethnique. Quand

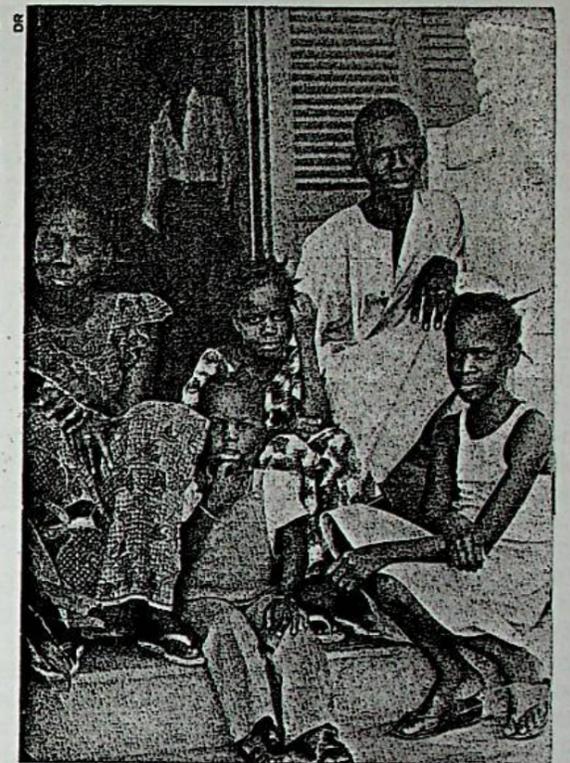
elle a quelque chose à dire, elle le dit. Voilà tout. Et tant pis pour la casse. La casse, elle le sait, ne pouvait aller bien loin concernant sa propre personne. Elle est inexpugnable. Invincible. Le président l'a nommée en connaissance de cause. Ce caractère indomptable crée parfois des soucis à l'hôte de l'Elysée, mais, somme toute, il est gagnant. Cette semaine encore, il a renouvelé sa confiance à la secrétaire d'Etat, qui venait de le défier. Elle a annoncé qu'il n'était pas question pour elle de démissionner. Leur tête-à-tête le matin n'a pas eu les allures de la réprimande évoquée par la presse. Nicolas Sarkozy a expliqué à Rama pourquoi ses déclarations le gênaient : « L'opposition va finir par m'attaquer moi. – Mais ce n'est pas vous que j'attaque. C'est Kadhafi, plaide la ministre. Et moi, je défends les droits de l'homme tant que je peux. » Le président relate longuement à sa jeune secrétaire d'Etat les conversations au sommet qu'il a eues partout dans le monde sur ce sujet. Mais Rama tient à justifier son intervention du jour : « Je ne pouvais pas rester silencieuse plus longtemps. Ce secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme existe, il faut l'utiliser. Si je n'avais rien dit aujourd'hui, que n'aurait-on dit contre moi ! » Rama Yade s'est longtemps contenue. Elle est restée muette lors des voyages présidentiels en Tunisie, en Libye, au Gabon. On a évité de l'emmener au Maroc, en Russie, en Chine. Elle n'a fait aucun commentaire sur quoi que ce soit. Depuis quelques semaines, elle était de plus en plus critiquée pour son évanes-

cence. Elle a été traitée de « gadget ». Si elle avait continué comme cela, elle serait « cramée », comme elle dit. A son poste, si on ne parle pas, on est considéré comme « lâche ». Et si on parle, remarque-t-elle, « ce n'est jamais assez ». Infernal.

Le chef de l'Etat semble l'avoir compris. Il a réitéré sa confiante affection à Rama. Certes, elle n'aura peut-être pas de promotion dans le prochain remaniement. Et encore... Rama Yade n'a-t-elle pas aussi fait œuvre utile en disant tout haut ce que beaucoup pensaient tout bas, même à droite ? « Elle a un peu sauvé l'honneur », dit un député UMP d'origine centriste qui, lui, préfère garder l'anonymat. Des intellectuels comme André Glucksmann et Pascal Bruckner ont même l'intention d'expliquer au président que les déclarations de Rama, loin de le desservir, lui ont rendu service. On n'en est peut-être pas là, quoique...

Belle revanche! Pied de nez de l'Histoire, au moment où Nicolas Sarkozy recevait le « Guide » en son palais, Rama Yade remettait au Quai d'Orsay le Prix des droits de l'homme de la République française. Sous les ors chargés de l'hôtel du ministère, les orateurs et lauréats se succèdent, la félicitant tous pour ses propos du matin. Le président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), le préfet Joël Thoraval, salue les militants du monde entier qui se battent pour des droits « qui s'accommodent mal de concessions ou de compromis ». Il termine son propos par un hommage à la ministre : « Nous savons que nous pouvons compter sur vous. Nous avons été sensibles à vos réactions de ce jour. » Applaudissements nourris.

C'est au tour de Rama de parler. Devant les drapeaux français et européen, elle parle d'or : « Le silence tue. Il fait le lit des abus présents et à venir. Comme disait Prévert : "Quand la vérité n'est pas libre, la vérité n'est pas vraie." »



Rama Yade enfant (au premier plan), à Dakar

Ce 10 décembre doit marquer un nouvel élan, pas la célébration d'un passé poussiéreux. La France reste mobilisée. Le président de la République a réaffirmé que les droits de l'homme faisaient partie intégrante des convictions européennes. Un ange passe. Quand elle termine son discours, elle a conquis l'assistance. Puis cette gracieuse silhouette tout de noir vêtue remet les prix aux lauréats. Défilent alors Chinois, Biélorusses et autres Haïtiens qui luttent tous les jours pour améliorer la situation dans leur pays. Ceux à qui la France tend la main et vend des armes comme des centrales nucléaires. Chaque « primé » remercie aussi chaleureusement la ministre pour ses critiques contre Kadhafi. Un moment aussi intense que cocasse. « J'étais un peu gênée », confie la ministre, qui pouffait sous cape.

Belle revanche! Voilà plusieurs mois que Rama Yade est contrainte d'avaler – plus ou moins – son chapeau. Nicolas Sarkozy, qui a opéré un virage à 180 degrés vers la realpolitik, est tenté de ne plus la montrer que dans des pays démocratiques, histoire de ne pas faire... d'histoire. « Sois belle et tais-toi », ce n'est pas du tout de son goût. Elle l'a fait savoir au moment de son éviction de la



A l'école, au Sénégal. Pays qu'elle quitte en 1985



25 juillet 2007 : Kadhafi reçoit Nicolas Sarkozy et Rama Yade, à Tripoli

visite du président en Chine. Elle qui est généralement muette aux réunions de l'équipe dirigeante de l'UMP, à l'Elysée, a protesté avant le départ de Sarkozy pour Pékin. « Ce serait quand même bizarre d'aller en Chine sans la secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme. Ce sera commenté », lance-t-elle un mercredi soir. Pour toute réponse, elle a droit à un vague « On verra » du chef de l'Etat, qui est vite passé à autre chose. Sur le moment, elle n'a pas digéré d'avoir été laissée à Paris. Puis elle s'est dit : « Si c'était pour ne pas ouvrir la bouche, ce n'était pas la peine de faire le déplacement. » Elle ne croit pas que ce sont les Chinois qui l'ont barrée de la liste des ministres devant accompagner le président. Elle n'accorde pas non plus de crédit à la rumeur selon laquelle Rachida Dati aurait insisté auprès du président pour que cette « rivale » ne soit pas du voyage. La garde des Sceaux tout comme les conseillers de l'Elysée démentent d'ailleurs cette version des faits. Le chef de l'Etat aurait pris sa décision tout seul, au seul regard de sa conception des intérêts de la France. Rama l'a admis, même si cela ne lui a pas plu.

Surviennent ensuite les préparatifs d'accueil de Kadhafi, dont les prétentions semblent enfler tous les jours. Un dîner est prévu à l'Elysée. Rama Yade n'est pas invitée. Bernard Kouchner se fait porter pâle, visiblement pas plus heureux que

sa secrétaire d'Etat de la tournure que prend la diplomatie française en matière de droits de l'homme. La jeune femme ronge son frein, décidée à réagir. Avant même le week-end dernier, elle avait décidé de l'« ouvrir » sans s'en aller, contrairement à l'adage de Jean-Pierre Chevènement, « Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne ». Elle y est allée très fort, forçant l'admiration des uns, provoquant l'énervement des autres. Elle reste imperturbable, consciente d'avoir fait un gros coup. Un de ces actes à marquer d'une pierre



Juin 2007 : à la Maison-Blanche, à Washington

blanche dans une carrière. Une forme d'émancipation de la matrice originelle. Elle avait déjà plusieurs fois donné des signes de fronde, toujours contre l'ordre établi ou la bien-pensance de son camp. Un jour de septembre, elle est allée, sans prévenir personne, prendre la défense de squatters expulsés d'Aubervilliers par un maire communiste, lequel ne faisait qu'appliquer la loi. Cette fois-là, elle a pris un savon de François Fillon, qui lui a expliqué qu'on ne fait pas de la politique en contestant des décisions de justice. Nicolas Sarkozy la consola en lui disant que ce n'était pas grave. En fera-t-il autant cette fois-ci ? Officiellement, l'incident est clos. Mais il peut laisser des traces. Et l'opinion semble être du côté de Rama Yade. Le président, en pragmatique, ne peut que se féliciter d'avoir à son côté quelqu'un qui est en phase avec la sensibilité des Français. Il a tendance à regarder les sondages avant de juger l'action de ses ministres. Si les courbes de Rama montent... Déjà, lundi soir, quand Rama appelle le président pour le remercier de sa confiance renouvelée, il lui dit : « Tu sais que je t'aime. »

Pépité d'une rare valeur. Il mise sur elle depuis deux ans. Répérée par lui à l'UMP autant pour sa grâce que pour ses capacités, il avait songé à en faire une porte-parole adjointe à l'Elysée. Pas question, répondit l'intéressée, qui préféra entrer au gouvernement. Depuis qu'elle y est, elle s'est acquittée de ses tâches à la satisfaction quasi générale, à un ou deux couacs près. Au plus fort de l'affaire de l'Arche de Zoé, elle a repris le flambeau délaissé par Bernard Kouchner, occupé ailleurs. Elle s'en est plutôt bien tirée, épousant les phases successives des réactions officielles françaises. Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président, ne tarissait pas d'éloges sur elle à l'époque. Cette semaine, il a dû grincer des dents. Mais, comme le président, il sait que Rama Yade est une pépité d'une rare valeur. Il n'y aura pas de fâcherie. C'est Nicolas Sarkozy lui-même qui l'a demandé à Rama : « Quand cela ne va pas, tu dois m'appeler. » Une crise, cela peut – aussi – rapprocher ■



Palais de l'Elysée, mardi 11 décembre

ALAIN GUIZARD/ANGELI

Sarkozy les mains dans le cambouis

Russie, Chine, Afrique, Proche-Orient... Le président est contraint de reléguer les droits de l'homme au second plan. Une nouvelle rupture.

PAR PIERRE BEYLAU

« Une politique étrangère dont les objectifs sont obscurs ne peut échouer » : Nicolas Sarkozy avait repris cette vieille boutade pour fustiger le supposé conservatisme frileux du Quai d'Orsay. C'était avant son élection à la magistrature suprême. Là comme ailleurs, le futur président entendait secouer le cocotier, rompre avec les habitudes, imposer une culture du résultat. Peut-être par conviction, sûrement pour se différencier de Jacques Chirac et probablement parce que les

droits de l'homme lui paraissent être dans l'air du temps, il souhaitait, disait-il, abandonner le cynisme de la realpolitik, donner une dimension éthique à sa politique étrangère. D'où ses déclarations sévères sur Poutine, sur les connivences coupables des réseaux de la Françafrique.

Les vétérans du Quai écoutaient tous ces discours sur la rupture en matière de relations internationales avec un scepticisme amusé et le calme des vieilles troupes. Ils avaient conscience que Nicolas Sarkozy, homme pressé, jouait sur un autre registre, n'avait pas le même rapport qu'eux au temps. Qu'il considérait le Quai comme un repaire d'aristos compassés adeptes du compromis et ayant une prédilection atavique à couper les cheveux en quatre. Mais les diplomates blanchis sous le harnais se disaient que, tôt ou tard, le

poids des réalités finirait par infléchir la politique présidentielle. « Six mois ou un an de cafouillages avant que tout rentre dans l'ordre », pronostiquait même un ancien ministre. Apparemment, l'échéance est arrivée.

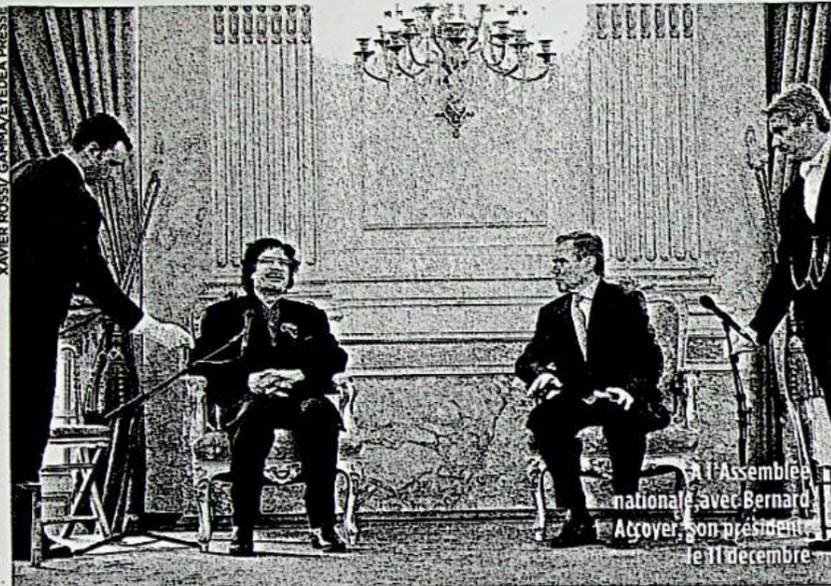
En quelques semaines, le chef de l'Etat a recalé sa politique extérieure. Il s'est montré plutôt aimable avec Poutine, lui adressant ses chaleureuses félicitations après des élections controversées. Il a observé une délicate discrétion sur les droits de l'homme en Chine, a dépêché des émissaires à Damas pour tenter de résoudre la crise politique au Liban, reçu Chavez à l'Elysée. Avant de remplir l'obligation contractée lors de la libération des infirmières bugares : accueillir le sulfureux et imprévisible Kadhafi, pourvoyeur de ju-teux contrats. Les « vrais amis » de la France en Afrique, le Gabonais Omar

Bongo et le Congolais Denis Sassou N'guesso, ont plus que jamais leurs entrées à l'Elysée. Et, nouveauté, Nicolas Sarkozy a renoué avec l'Ivoirien Laurent Gbagbo et le Rwandais Paul Kagame, deux personnalités dont les droits de l'homme ne sont pas l'obsession dominante. Le conseiller Afrique, Bruno Joubert, est d'ailleurs plutôt un homme de la continuité que du changement.

Une politique dictée par les intérêts. Les cris d'orfraie poussés par ceux qu'effarouche la présence en France du Guide libyen ne changeront rien à une éternelle évidence: la politique étrangère d'un pays est dictée par l'histoire, la géographie, les intérêts. Elle se fait avec le monde tel qu'il est et non tel que l'on souhaiterait qu'il fût. On ne choisit pas ses interlocuteurs.

Le problème de Nicolas Sarkozy, c'est qu'il prétend conduire cette politique pragmatique avec une équipe singulièrement disparate. Bernard Kouchner a déjà avalé quelques couleurs de bonne taille, mais ce ne sont probablement que de légers hors-d'œuvre. Rama Yade, elle, s'est installée dans une sorte de rôle d'Antigone, bien difficile à tenir sur le long terme (lire l'article de Sylvie Pierre-Brossolette). Dans le camp des «réalistes», l'impavide Jean-David Levitte est à la manœuvre. Il est parvenu à vider de sa substance le projet de conseil de sécurité à l'américaine concocté par certains et à contrôler les principaux dossiers. Mais il doit tenir compte des autres acteurs influents: les ministres en charge au Quai d'Orsay (Affaires étrangères, européennes, Droits de l'homme, Coopération), mais aussi Henri Guaino, la «plume» du président, le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, et une foultitude d'émissaires autoproclamés. Le chef d'orchestre est, bien sûr, Nicolas Sarkozy lui-même. Mais il saute d'une partition à l'autre avec une dextérité météorique et les musiciens doivent, par conséquent, avoir de grandes capacités d'adaptation.

La tempête provoquée par la venue de Kadhafi à Paris ne doit pas occulter l'essentiel de la démarche: encourager les Etats «voyous» à faire amende honorable, à rentrer dans le rang de la communauté internationale. Ce qui vaut aujourd'hui pour la Libye peut valoir demain pour l'Iran. Un enjeu d'une tout autre dimension ■



L'Assemblée nationale, avec Bernard Kouchner, son président, le 11 décembre.

Mouammar Kadhafi, le repentant ambigu

Le dictateur libyen a fini par abandonner, contraint et forcé, ses rêves et ses méthodes plus que contestables. Il est devenu plus fréquentable. Mais, au fond, le personnage a-t-il changé?

PAR MIREILLE DUTEIL

Mouammar el-Kadhafi, de la tribu des Kadhafa, avait le sourire aux lèvres et savourait sa victoire, lundi après-midi, en montant les marches du perron de l'Elysée. Voilà si longtemps qu'il en rêvait. Qu'il rêvait, lui, l'ancien Bédouin, le paria mis au ban de la communauté des Etats, le financier du terrorisme international dont Ronald Reagan avait fait son «ennemi public numéro un», d'être considéré comme un chef d'Etat respectable.

Cette visite, il y tenait énormément. Il l'avait demandé à Jacques Chirac, qui s'y était refusé tant que les infirmières bulgares et le médecin palestinien étaient emprisonnés dans les geôles libyennes. Nicolas Sarkozy y a consenti après leur libération, cet été. Ce fut, d'ailleurs, un des éléments de la négociation menée

par Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, et Cécilia Sarkozy. En déroulant le tapis rouge pendant cinq longs jours, du 10 au 15 décembre, le président français a donc fait le pari que son hôte avait changé, qu'il reste, certes, un dictateur, mais un dictateur sur le chemin de la rédemption. Est-ce si sûr?

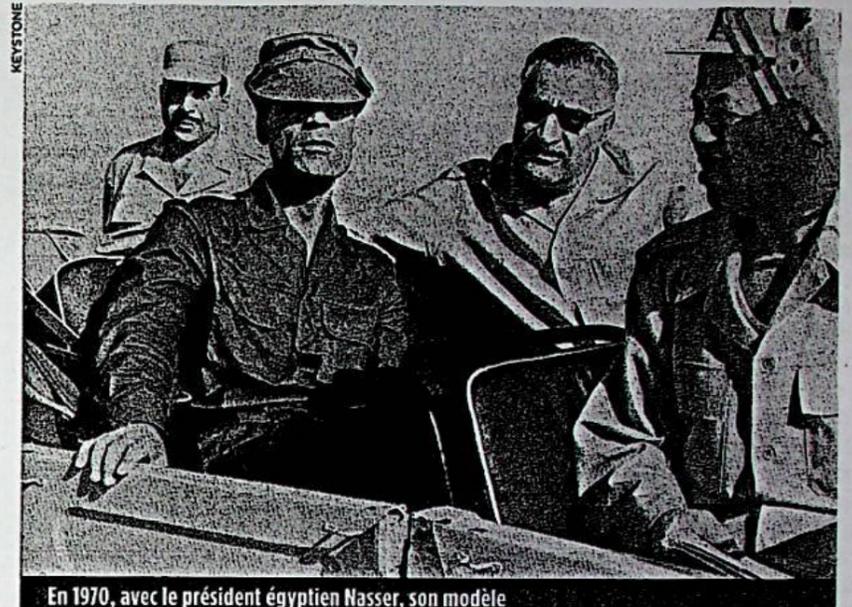
«Kadhafi a renoncé à l'arme atomique et au terrorisme. Nos policiers coopèrent. Nos industriels, en ces temps difficiles, doivent-ils laisser le marché libyen à leurs concurrents européens?» s'interrogeait lundi le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, ravi qu'une réunion à Bruxelles lui serve de prétexte, un peu hypocritement, pour éviter de participer à l'Elysée au dîner officiel.

Le «Guide de la révolution» – tel est son titre dans cette Libye où la présidence n'existe pas – a perdu de sa superbe depuis sa première visite en France, sous Georges Pompidou, en 1973. Malgré sa carrure athlétique, ses cheveux noirs de jais et ses yeux clairs, il semble un peu fatigué, son visage est marqué. S'il semble assagi, on peut parier que c'est la nouvelle donne internationale, le peuple libyen et son fils Seif el-Islam qui, surtout, l'ont incité à rentrer dans le

rang. Car Kadhafi, toujours imprévisible, reste personnellement un trublion en puissance.

La preuve? Il n'était pas encore arrivé à Paris, le week-end dernier, qu'à Lisbonne, où il participait – comme le président français – au sommet des chefs d'Etat d'Afrique et d'Europe, il faisait scandale. Vêtu du *houli*, ample burnous en laine de chameau aux couleurs de l'automne, coiffé de la *tadiya*, le bonnet de feutre noir traditionnel de la Tripolitaine, Kadhafi, ravi de son effet, déclarait à la presse qu'il jugeait «normal que les faibles aient recours au terrorisme» et ajoutait que les «anciennes puissances coloniales devaient dédommager les peuples colonisés». Des sujets que les responsables européens n'avaient nullement envisagé de mettre à l'ordre du jour du sommet...

Trublion et marginal, le bouillant colonel se complait dans ce rôle. Il se veut la bonne conscience d'un tiers-monde qui, estime-t-il, se couche devant les grandes puissances. Rien ne le fera jamais changer d'avis. Les années ont renforcé ses convictions révolutionnaires de marginal de la scène internationale. Et elles ont fait croître son goût de la mise en



En 1970, avec le président égyptien Nasser, son modèle

scène. Comme lors de ce sommet arabe, lorsqu'il monte à la tribune la main droite gantée de blanc pour ne pas avoir à toucher la main du roi d'Arabie saoudite, objet de son profond mépris.

C'est par idéal qu'il est arrivé au pouvoir le 1^{er} septembre 1969. Né dans une famille pauvre et croyante de Bédouins

de la région de Syrte, Mouammar Kadhafi est alors un jeune officier de 27 ans passé par l'académie militaire du Caire. Son modèle? Gamal Abdel Nasser et le groupe des «officiers libres» qui, en Egypte, ont renversé le roi Farouk, dix-sept ans auparavant. En Libye, le régime du roi Idriss est usé. Kadhafi, entouré d'une poignée

KADHAFI, REVOIR PARIS...

Où qu'il aille, le colonel Kadhafi ne voyage jamais sans sa tente. Les rares privilégiés admis dans le parc verdoyant de l'hôtel de Marigny ont pu constater qu'elle y avait été bel et bien plantée. Mais c'est dans la chambre réservée aux chefs d'Etat, hôtes de la France, et sous les boiseries de style Louis XVI, qu'a dormi le Guide de la révolution libyenne. Non pas qu'il ait craint la froidure: la tente, apportée de Tripoli, est chauffée. Elle est cependant réservée à l'usage exprès des rendez-vous qu'il devait avoir avec diverses personnalités lors de son séjour en France.

Pour le reste du programme privé de sa visite de cinq jours, l'Elysée est formel: «Il faut s'adresser aux Libyens.» La préparation du voyage s'est révélée être un véritable casse-tête cyrénaique. D'autant que l'emploi du temps est chaque jour susceptible de changer au dernier moment en fonction de l'humeur de Kadhafi: «C'est un mode

de fonctionnement à la libyenne, très secret. Donc, on n'a pas beaucoup de visibilité», résume un haut fonctionnaire.

A la demande du chef de l'Etat libyen, il avait été question qu'il visite le Centre Beaubourg, qu'il prenne le TGV, qu'il se rende sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne). «C'est de la connerie», dit-on de bonne source élyséenne à propos de cette dernière hypothèse. Il aurait aussi émis le désir de participer à une partie de chasse. «Il y a eu beaucoup d'idées au départ. Il avait envie d'aller en province, on verra à l'arrivée», commente-t-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

En août dernier, le président de l'Institut du monde arabe (Ima), Dominique Baudis, est allé à Tripoli pour proposer à Kadhafi de visiter l'Ima. Quelle ne fut pas sa surprise de découvrir sa parfaite connaissance du bâtiment dessiné par l'architecte Jean Nouvel, qu'il n'a jamais vu. Et pour cause, il n'a pas revu Paris depuis

trente-quatre ans et l'Ima a été inauguré il y a tout juste vingt ans. Depuis lors, la Libye en a été un contributeur régulier, contrairement à certains des 22 pays arabes membres du conseil d'administration. A moins d'un changement de dernière minute, Kadhafi devrait se priver de voir l'exposition d'art arabe contemporain sur la «Modernité plurielle». Plutôt que l'acier et le verre de l'ère Mitterrand, il a préféré les ors du palais de Versailles et la pompe de Louis XIV.

L'Elysée a veillé à tout. Le ministère des Affaires étrangères n'est «pas trop dans la boucle», note un haut fonctionnaire. C'est, toutefois, l'ambassade de France à Tripoli qui a délivré les 300 visas demandés pour la délégation libyenne. Dont ceux des chauffeurs des quatre berlines, dont deux blindées, envoyées dès la semaine dernière. Le protocole a exigé que la police leur ouvre la voie dans les rues de Paris où ils débarquaient pour la première fois. La police s'est exécutée, non sans avoir traîné les pieds ■ DENIS DEMONPION



Le Guide salue le président Georges Pompidou lors de sa visite officielle en France en 1973



Moscou, en 1981, avec Leonid Brejnev



Tripoli, en 2004, lors de la visite de Jacques Chirac

de comploteurs à peine galonnés, renverse le souverain débonnaire et malade qui prend les eaux en Turquie. Un coup d'Etat de velours sans qu'une goutte de sang soit versée. A Tripoli, les chancelleries n'ont jamais entendu parler de ce Conseil de commandement de la Révolution (CCR) qui prend le pouvoir et, sur le modèle égyptien, annonce la création d'une république arabe libyenne. Le pays, qui ne compte guère que 2 ou 3 millions d'habitants, sera désormais un Etat arabe, révolutionnaire et socialiste. Un triptyque alors à la mode.

Mouammar Kadhafi ne l'a jamais oublié: la France du général de Gaulle sera la première à reconnaître le nouveau régime. Depuis, le colonel - titre qu'il s'est donné après le coup d'Etat et qu'il a toujours gardé - voue un culte à de Gaulle... et à la Révolution française, dont il lit tous les auteurs. C'est ainsi que, cette semaine, il souhaitait se rendre à Colombey-les-Deux-Eglises lors de son séjour en France.

Mais, en ce début des années 70, le jeune colonel dérape rapidement.

LE GUIDE SE VOIT UN DESTIN MONDIAL. IL SE TROMPERA RÉGULIÈREMENT, RÉUSSISANT, APRÈS TRENTE-HUIT ANS DE POUVOIR, À SE FÂCHER AVEC LA TERRE ENTIÈRE.

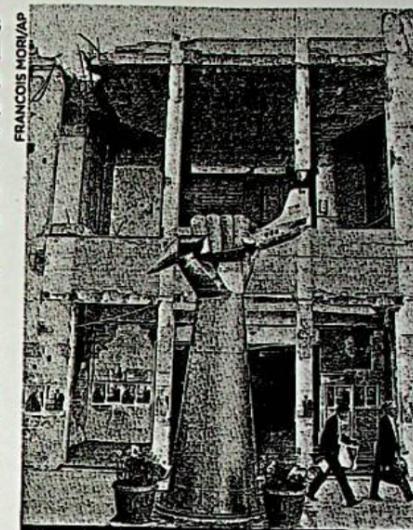
Certains de ses compagnons de putsch sont écartés, voire éliminés. Au fil des années, il fait de son pays un laboratoire de la «révolution des masses». En clair, une dictature où le chef n'est plus que le Guide de la révolution et où le Parlement a disparu au profit de comités révolutionnaires supposés traduire la «volonté du peuple». Véritable Etat dans l'Etat, ils font régner la peur sur la Libye depuis trente-cinq ans.

Le Guidé, lui, se voit un destin mondial, bien au-delà de son désert des Syrtes. Il se trompera régulièrement, réussissant, après trente-huit ans de pouvoir, à se fâcher avec la terre entière, à commencer par ses voisins.

Les pays arabes, d'abord. Ce fut son premier rêve: reconstruire la grande nation arabe, lui qui se croyait l'héritier de Gamal Abdel Nasser, décédé en 1970. De l'Atlantique à la Mésopotamie, il va pro-

poser des unions qui seront chaque fois autant de «mariages» morts-nés. Ainsi avec la Tunisie de Habib Bouguiba, son très pro-occidental voisin, qui y mettra fin en quelques jours. Furieux de se voir renvoyé, le leader libyen se vengera quelque temps après en soutenant des opposants tunisiens qui tenteront un coup du côté de Gafsa, dans le sud du pays. L'histoire se répétera avec la Syrie de Hafez el-Assad, le Maroc de Hassan II, l'Algérie de Boumediene, l'Egypte d'Anouar el-Sadate, qui deviendra son ennemi juré après son voyage à Jérusalem en 1977. Sans oublier la Russie, lorsque Kadhafi proposera de faire adhérer la Libye au Pacte de Varsovie, ou Yasser Arafat, le Palestinien qui repoussera ses avances. D'ailleurs, Kadhafi lui recommandera de se suicider «pour l'honneur» quand il sera assiégé dans Beyrouth... Meurtri devant tant d'incompréhension, le Guide en sortira convaincu que «les Arabes ne servent plus à rien et sont devenus la risée du monde».

Il se tournera donc vers l'Afrique. Là est son destin et le berceau de l'histoire libyenne, estime-t-il. Comme autrefois les Senoussis, ces guerriers surgis des



Monument devant le palais présidentiel bombardé en 1986 par les Américains

confins algéro-libyens, qui ont installé des citadelles dans le désert tchadien rêvant de construire un grand empire islamique, Kadhafi déclare en décembre 1980 que le «Tchad est son glacis stratégique». Recrutant des guerriers dans tous les pays du Sahel, le colonel met sur pied

une légion islamique qu'il va envoyer soutenir le régime tchadien de Goukouni Oueddel. Et se heurter aux Français, qui ont misé sur Hissène Habré. Une guerre de plusieurs années dans laquelle la France engagera des troupes et qui poussera François Mitterrand à aller le rencontrer secrètement en Crète.

Mais le leader libyen ne se contente pas d'armer les pauvres hères de la Légion islamique, il finance les mouvements armés de tout acabit et utilise le terrorisme. Tout lui est bon pour entretenir cette révolution à laquelle il croit dans la mesure où elle secoue l'ordre établi. A Tripoli, il ouvre même un «bureau pour l'exportation de la révolution». L'argent coule à flots. On ne s'adresse pas en vain au Guide pour avoir de l'aide, au moins une fois. Ainsi des Irlandais de l'Ira, qui recevront des missiles, de Carlos, le révolutionnaire vénézuélien, qui se propose au plus offrant, des Philippins du Front révolutionnaire moro... Plus grave, la Libye de Kadhafi va financer directement des prises d'otages et des attentats: contre une discothèque à Berlin en 1986; une prise d'otages à Vienne lors d'une réunion de l'Opep; le détournement de l'«Achille

LAURENT SAZY/EPHOTO



LA MANNE D'UNE NOUVELLE ENTENTE

Une pluie de contrats? Kadhafi, en tout cas, a la main généreuse. Et c'est une manne qu'il propose à la France. Dans la besace du numéro un libyen: 14 avions Rafale et 35 hélicoptères, dont des Tigre et des Fennec. Il s'agit d'intentions et non de ventes fermes, à finaliser dans une « négociation exclusive » avant le 1^{er} juillet. Si elle se confirmait, ce serait la première vente des avions de combat de Dassault à un pays étranger. Autres commandes, celles de 150 véhicules blindés ou de soutien, de radars de défense antiaérienne, ainsi que des vedettes et des patrouilleurs. Le Guide suprême de la révolution libyenne a aussi récolté un accord de coopération nucléaire pour un ou plusieurs réacteurs civils. En fait, une com-

mande passée en juillet, lors de la visite de Nicolas Sarkozy à Tripoli. Officiellement, il s'agit de réacteurs dédiés à la production d'électricité. Il faut ajouter à la liste la confirmation de la commande de 31 avions Airbus ainsi que des contrats signés par Vinci (BTP), Areva (transmissions électricité) et Veolia. Le tout pour un pactole de 10 milliards d'euros, si tous les contrats aboutissent. Paris espère décrocher ces prochains mois bien d'autres signatures dans tous les domaines. Histoire de récolter les fruits de cette nouvelle entente, des visites de chefs d'entreprise français sont prévues à Tripoli. « A coup sûr en 2008 », dit-on au Medef. La Libye n'est pas un émirat, mais ses attentes ont la couleur des pétrodollars ■ OLIVIER WEBER

Lauro», un paquebot italien. Et surtout les attentats contre deux avions: en décembre 1988, le Boeing de la Pan Am explose au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, avec 270 passagers à bord; en 1989, un DC10 d'UTA s'écrase dans le désert du Ténéré, au Niger.

Deux attentats qui vont marquer pratiquement la fin des aventures libyennes les plus condamnables. Le Guide a-t-il voulu répondre au bombardement américain, en 1986, des casernes de Tripoli et de Benghazi, où il a coutume de séjourner? Dans la capitale, les missiles américains ont tué sa fille adoptive, le Guide a été fortement secoué et le régime,

ébranlé. C'est le début de la fin. Après les explosions contre les deux avions, le Conseil de sécurité décrète un embargo aérien et militaire contre la Libye. On n'y accède plus que par la route. Kadhafi ne peut plus acheter d'armes et les Américains interdisent à leurs compagnies de commercer avec la Libye ou d'y investir. Des interdictions partiellement contournées par des sociétés qui utilisent des prête-noms.

Néanmoins, la situation libyenne devient alors difficile. La pression américaine s'accroît quand Kadhafi se lance dans certains achats d'uranium et laisse croire qu'il se tourne vers le nucléaire

militaire. Il y renoncera d'autant plus facilement, en 2003, qu'il ne possédait nullement les moyens techniques de fabriquer une bombe atomique. Un coup de bluff qui va lui permettre de se réconcilier à bon compte avec les Américains. D'ailleurs, durant toutes ces années où il était l'ennemi numéro un de Washington – un statut qui ne déplaisait pas à Kadhafi, conforté dans son importance –, la Libye s'est bien gardée de nationaliser les gisements pétroliers concédés autrefois à des sociétés américaines.

C'est en partie sous l'influence de Seif el-Islam, le fils aîné né de son second mariage, que Kadhafi a accepté de cesser ses provocations vis-à-vis de l'Occident.

HIER, IL VOULAIT ENTRER DANS L'HISTOIRE COMME JÉSUS OU MARX. AUJOURD'HUI, IL VEUT SIMPLEMENT FAIRE DE LA LIBYE UN NOUVEAU DUBAÏ.

Seif el-Islam, qui se verrait volontiers en successeur du Guide, a obtenu que soit desserré l'étau sur les opposants politiques. Une centaine d'entre eux ont été libérés de 2004 à 2006, dont des islamistes. Croyant, Kadhafi est cependant farouchement anti-islamiste et des dizaines de militants intégristes ont été condamnés à la pendaison. Le fils aîné plaide aussi en faveur d'une Constitution qui mettrait en place des institutions et a demandé aux opposants de rentrer au pays.

Mais, ces derniers mois, la situation semble se durcir de nouveau. Si Kadhafi tient toujours, seul, les rênes du pouvoir, il doit composer avec des intérêts contradictoires. Ceux de la vieille garde des années 70, qui ne veut rien changer et s'appuie sur les comités révolutionnaires; ceux des chefs tribaux, toujours importants dans le pays et dont certains sont liés à des groupes islamistes; ceux de Seif el-Islam, qui veut s'appuyer sur les modernistes et les nombreuses entreprises étrangères attirées par le pactole pétrolier... Hier, Mouammar el-Kadhafi, avec son Livre vert, estimait qu'il resterait dans l'Histoire au même titre que Jésus ou Marx. Aujourd'hui, avec les pétrodollars, il veut simplement faire de la Libye un nouveau Dubaï. Beaucoup plus trivial ■